



## Macron, une diplomatie de campagne électorale

La dernière séquence internationale du quinquennat sera dominée par un chef de l'Etat en campagne pour sa réélection et la présidence française de l'UE au premier semestre 2022.



Emmanuel Macron, à Marseille, le 02 septembre 2021

© Sipa Pess

Pour la deuxième année consécutive, la traditionnelle « conférence des ambassadeurs », qui marque la rentrée diplomatique du président de la République, n'a pas eu lieu, en partie pour des raisons sanitaires. Emmanuel Macron prononcera un grand discours, à distance, courant septembre lors de l'Assemblée générale des Nations Unies. Un sommet France-Afrique aura lieu à Montpellier le 8 octobre, avant le sommet du G20 à Rome puis la COP26 sur le climat à Glasgow. Le 1er janvier 2022, la France prendra pour six mois la présidence tournante de l'UE, mais le semestre sera marqué par l'élection présidentielle les 10 et 24 avril, puis les législatives le 12 et 19 juin.

Sur la scène internationale et européenne, Emmanuel Macron s'engage dans la dernière ligne droite de son mandat. A une trentaine de semaines de la présidentielle, cette séquence sera tout entière placée sous les feux de sa campagne de candidat à une éventuelle réélection.

Le chef de l'Etat entend d'abord profiter de la tribune que lui offrent les hasards du calendrier, avec la présidence tournante de l'UE qui échoit à la France au premier semestre 2022. Ce sera un plus pour le candidat Macron, appuyé par son fidèle secrétaire d'Etat aux affaires européennes Clément Beaune, 40 ans. « Cette présidence lui permettra de souligner le contraste, à l'international, entre un chef d'Etat sortant et ses rivaux » avance Thomas Gomart, directeur de l'Institut français des relations internationales. L'Europe en profitera-t-elle ? C'est moins sûr.

« Macron mise tout sur la présidence française de l'UE, sans doute trop, car au-delà du déclaratif, beaucoup, y compris en France, traînent les pieds » prévient Jean-Dominique Giuliani, président de la Fondation Robert Schuman. « Instrumentaliser l'Europe pour sa campagne électorale ne sera pas forcément apprécié par nos partenaires. Emmanuel Macron est dans le déclaratoire et ça se voit ! » constate le professeur Frédéric



[Visualiser l'article](#)

Charillon, chroniqueur à l'Opinion, ajoutant que, pour les dirigeants politiques, « l'actualité internationale est devenue un accessoire à selfie comme un autre » .

Comme les dossiers globaux, l'Europe est par excellence le lieu où s'articulent les politiques extérieures et intérieures. « Il faut arrêter de cloisonner le domestique et l'international qui sont interdépendants », explique-t-on à l'Élysée. La scène diplomatique offre désormais la possibilité de parler des sujets qui intéressent les électeurs. Ainsi, vendredi au Congrès mondial de la nature à Marseille, le président Macron a plaidé pour une « sortie accélérée des pesticides ». Lors de la victoire des talibans, il s'est invité à la télévision sur la question migratoire, non sans maladresse dans sa communication.

« Cela donne le ton des prochains mois : réconcilier son action internationale avec les priorités intérieures. Un peu à la manière de Biden, expliquant qu'il fait une politique étrangère pour la classe moyenne américaine. En France, on pourrait voir surgir le thème d'une politique étrangère "pour tous" » explique Frédéric Charillon. « Dans une année électorale, la diplomatie est prise en otage par les enjeux de politique intérieure. On risque de le voir sur la question migratoire et l'Islam, où ce sera à droite toute ! » abonde Pascal Boniface, qui publie *L'Année stratégique 2022* (Iris /Armand Colin)

Vague à l'âme. Plus que jamais, la diplomatie française tourne autour de la personne du chef de l'Etat. « Les grands sujets et thèmes d'actualité sont abordés lors des conseils de défense . C'est là que sont prises les décisions avant de venir irriguer dans le système », explique-t-on dans son entourage. Le ministre des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, 74 ans, est assez transparent et les diplomates ont parfois du vague à l'âme. Outre les traditionnelles criaileries sur les nominations dans les ambassades, désormais soumises à la parité homme/femme, les diplomates redoutent les conséquences de la suppression de l'ENA, qui pourrait entraîner celle du « corps diplomatique ».

Pour la deuxième année consécutive, il n'y a d'ailleurs pas eu de « conférence des ambassadeurs » fin août. C'était traditionnellement le grand rendez-vous de la rentrée diplomatique, avec un discours du président de la République. Les difficultés de déplacement liées à la situation sanitaire expliquent en partie cette absence. Des réunions ont eu lieu avec les ambassadeurs en Europe et des visio organisées par le Quai d'Orsay, dans une grande discrétion médiatique.

A l'Élysée, on explique qu'il y avait « parfois double emploi entre le discours aux ambassadeurs fin août et celui devant l'Assemblée générale des Nations Unies » quelques semaines plus tard. Cette année encore, Emmanuel Macron n'ira pas à New York, mais « il enregistrera une allocution qui devrait faire un large tour de piste des crises internationales et des enjeux globaux : Afghanistan, santé, relance économique, climat et sécurité internationale », indique-t-on à la Présidence.

« Le besoin de chaque président de s'affirmer à tout prix sur la scène internationale, de se donner une visibilité ne s'accorde pas nécessairement avec la discrétion qui fait la réussite d'une diplomatie. Cette présidentialisation n'est pas seulement bruyante : elle incite le chef à l'isolement »

« Coups. « Macron fait des coups, mais ils ne servent à rien. Depuis quatre ans, presque rien n'a marché », avance un observateur de premier plan, qui souhaite rester anonyme. « Pas plus la tentative de séduction de Donald Trump que la main tendue à Poutine ou son initiative au Liban l'an dernier », tranche notre interlocuteur, qui estime que « la diplomatie française est au bout du rouleau, même si Macron n'est pas le seul responsable ».



[Visualiser l'article](#)

« Macron a été bon en dissertation, mais très mauvais en travaux pratiques » renchérit le professeur Bertrand Badie , qui vient de diriger « La France, une puissance contrariée » (Editions La Découverte) . Selon lui, le mal est plus profond que la personnalité d'Emmanuel Macron et tient à la Ve République avec « le besoin de chaque président de s'affirmer à tout prix sur la scène internationale, de se donner une visibilité qui ne s'accorde pas nécessairement avec la discrétion qui fait la réussite d'une diplomatie. Cette présidentialisation n'est pas seulement bruyante : elle incite le chef à l'isolement ».

La séquence ouverte par la chute de Kaboul et la « débâcle » américaine ouvre-t-elle une nouvelle séquence favorable à la France et à son président ? Beaucoup à Paris veulent y croire, à l'image de Jean-Yves Le Drian. « La nécessité du réveil européen dans une Alliance atlantique rééquilibrée commence à faire consensus » en Europe, a-t-il expliqué au Figaro. Mis devant le fait accompli par Joe Biden, Londres et Berlin sont sous le choc. L'hebdomadaire *The Economist* résume cela d'une phrase : « *Zut alors* , Mr Macron was right » . « Emmanuel Macron est en meilleure position aujourd'hui que dans les mois qui ont suivi l'élection de Biden, où la France était un peu moins sur le devant de la scène » ajoute Michel Duclos, de l'Institut Montaigne , qui va publier « La France dans le bouleversement du monde » (Editions de l'Observatoire).

Repli . Cela suffira-t-il à faire progresser « l'autonomie stratégique » de l'UE, voulue par Paris ? La réponse est en grande partie à Berlin, où les élections auront lieu le 26 septembre. « Chez Emmanuel Macron, il y a une attente déçue vis-à-vis de l'Allemagne. Il y a eu de sa part un surinvestissement sur ce pays qui ne bouge pas, mais l'alternative était très limitée », note Thomas Gomart. Certes, le plan de relance européen et la mutualisation de la dette resteront comme « le grand moment » avancent Jean-Dominique Giuliani et Michel Duclos. Mais c'est le ralliement d'Angela Merkel qui a changé la donne, pas l'enthousiasme français.

Ancien secrétaire général adjoint des Nations Unies, Jean-Marie Guéhenno n'est guère optimiste. Dans une récente note pour l'European Council of Foreign Relations , il affirme qu' « il semble probable que la prise de contrôle de l'Afghanistan par les talibans rendra les Européens encore plus repliés sur eux-mêmes et craintifs d'un monde qu'ils ne comprennent pas ». Si la diplomatie française assure que « la situation des Français au Sahel n'a rien à voir avec celle des Américains en Afghanistan », elle peine à convaincre ses partenaires, notamment les Allemands, qui ont plus d'un millier de soldats au Mali. « Il va bien falloir qu'on en parle avec les Français, mais ce n'est pas facile... » entend-on côté allemand. Les Européens redoutent d'être aussi mal traités par les Français au Sahel qu'ils ne l'ont été par les Américains en Afghanistan. Ainsi, lors des annonces sur l'évolution de l'opération Barkhane, ils ont été « informés » par Paris. Informés, pas associés... Dans « l'Etat du monde 2022 », l'historien des relations internationales Robert Frank s'interroge sur « la culture française de la puissance », pour constater que « la voie est étroite entre l'enflure de la grenouille et la résignation ». Pas certain que ce soit un thème de campagne pour les candidats à la présidentielle.